

Isabelle LESPINET-MORET, *L'Office du Travail 1891-1914. La République et la réforme sociale*, coll. « Pour une histoire du travail », Presses Universitaires de Rennes, 2007.

L'auteur : Professeure à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, Isabelle Lespinet-Moret enseigne l'histoire du travail, des mobilisations sociales et des politiques sociales. Elle est co-directrice du CHS, le Centre d'Histoire Sociale des mondes contemporains. Elle a publié avec Eric Geerkens, Nicolas Hatzfeld et Xavier Vigna les *Enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*, parues en 2019 aux Editions La Découverte.

L'ouvrage : Ce livre est tiré de la thèse consacrée à l'Office du Travail qu'elle a soutenue en 1997 sous la direction d'Alain Plessis.

Chronologie

- **1889** : Exposition universelle à Paris. Triomphe de l'économie sociale.
- **Janvier 1891** : création du Conseil supérieur du Travail (CST), rattaché au ministère du Commerce.
- **Juillet 1891** : création de l'Office du Travail, qui doit produire des enquêtes pour le CST.
- **1894** : création du *Bulletin* de l'Office du Travail
- **1896** : enquête sur le chômage menée par **Arthur Fontaine** et **Lucien March** (*Documents sur la question du chômage*).
- **1898** : loi sur les accidents du travail, qui véhicule la notion de risque professionnel.
- **1899** : le socialiste **Alexandre Millerand** devient ministre du Commerce du gouvernement **Waldeck-Rousseau**. Il crée la Direction du Travail dont **Arthur Fontaine**, sous-directeur de l'Office depuis 1893, prend la tête. Fontaine devient en même temps directeur de l'Office.
- **1900** : Exposition universelle à Paris. Création de l'Association pour la Protection Légale des Travailleurs (APLT ou AIPLT), sous la présidence d'**Alexandre Millerand**.
- **1901** : L'AIPLT réunie à Bâle fixe les statuts d'un Office international du Travail (OIT).
- **1905 – 1911** : enquête de l'Office sur le travail à domicile dans le domaine de la lingerie.
- **1906** : le gouvernement **Clémenceau** décrète la création d'un ministère du Travail et de la prévoyance sociale et le confie à un député socialiste, **René Viviani**.
- **1919** : la partie XIII du traité de Versailles instaure l'OIT. **Arthur Fontaine** et le socialiste **Albert Thomas** deviennent co-directeurs du Conseil administratif du Bureau international du Travail (BIT), l'organe exécutif de l'OIT.

Préface

Dans une préface écrite par **Michèle PERROT**, l'Office du Travail est qualifié de « Panoptique du Travail ». Son objectif était d'« **observer pour réformer** » (voir la devise positiviste « Savoir, Prévoir, Pouvoir »). Entre **1891** et **1914**, l'Office a produit une **quarantaine d'enquêtes**, sources précieuses pour les historiens, des centaines de volumes de **statistiques annuelles** (comme celles des grèves), ainsi que les quatre tomes des *Associations ouvrières*. Mais l'Office en lui-même est longtemps resté dans l'ombre. Michèle Perrot y voit une conséquence du soupçon qui pesait sur les réformateurs, alors que « *la lutte de classes formait l'horizon d'attente indépassable.* »

Résumé général

L'Office du Travail a été créé dans l'idée de répondre, à moindre frais, à la question sociale, en se substituant à un ministère du Travail. La revendication d'un ministère du travail émanait des milieux socialistes, davantage que du mouvement ouvrier lui-même, et s'est heurté à l'opposition libérale. En **1906**, le ministère est finalement créé à partir d'un noyau administratif dont l'Office du travail est la cheville ouvrière. Mais selon Lespinet-Moret, l'Office ne peut pas être réduit à l'état de simple prélude au ministère du Travail.

Selon elle, l'Office fait partie de la « **nébuleuse réformatrice** » dont parle Topalov dans son ouvrage *Laboratoires du nouveau siècle* (1999).

Dans sa mission de recherche, l'Office cultive son indépendance par rapport au pouvoir politique et arrive à se mettre à l'écoute de phénomènes nouveaux. Les enquêtes, les Statistiques et le *Bulletin* s'inscrivent dans le champ des sciences sociales naissantes. Leur apport à la **sociologie empirique** (*field studies*) est fondamental. L'Office participe à la création de nouveaux objets de connaissance sur le travail, comme les questions de **sécurité** et d'**hygiène**, en utilisant notamment les statistiques. Cet organisme s'intègre dans l'**idéologie positiviste** et dans le projet politique de son époque : le **solidarisme**.

Attention cependant à ne pas idéaliser son œuvre : selon Lespinet-Moret, si l'Office est bien un laboratoire en matière sociale, il est aussi le reflet de son époque et de son milieu : sur certains sujets, notamment le travail féminin, le regard de certains enquêteurs sur le monde du travail est **empreint de moralisme** : les positivistes considéraient en effet que le rôle de la femme était d'être la gardienne du foyer.

L'Office du Travail, comme l'entrée de Millerand au gouvernement, pose au mouvement ouvrier la question de la **pratique de la réforme sociale**, de son soutien et de la **médiation de l'Etat**.

Chap 1 : Genèse de l'Office du Travail

Après la Révolution de 1848 apparaît la notion de « **droit au travail** », qui cherche à se substituer à la notion de charité. Des projets apparaissent qui réclament une intervention de l'Etat dans la sphère de la production et du travail, par le biais d'une administration. En **mai**

1848, **Louis Blanc** réclame la création d'un Ministère du Travail. Pendant la **Commune de Paris**, en **mars 1871**, est créée la « Commission du travail, de l'industrie et des échanges ».

Pendant la crise économique de **1880-1890**, les socialistes et les radicaux au pouvoir sont poussés à prendre davantage en compte la question sociale, et la volonté de réguler le travail réapparaît. **Camille Raspail**, député radical du Var, propose sans succès à trois reprises entre 1886 et 1891 de créer un ministère du Travail. Le vicomte de La Batut lui objecte que : « *la question sociale se résout toute seule, en dehors des congrès et des ministères, lentement, sûrement, méthodiquement.* » Parallèlement, l'**Inspection du Travail** existe depuis **1841**, mais elle ne veille qu'à la protection légale. En **1892**, l'**hygiène** et la **sécurité** sont rajoutées à ses attributions. Enfin, un décret du **22 janvier 1891** met en place le Conseil supérieur du Travail (CST), rattaché au Ministère du Commerce. Les membres sont choisis parmi les Chambres de Commerce, les Bourses du Travail, les Chambres syndicales ouvrières et patronales et les Conseils des Prud'Hommes. Quelques mois plus tard est créé l'Office du Travail, qui doit être l'exécutif du CST. La motivation première est de se forger un **outil face à la crise économique**. Son budget est modeste, et son service central est constitué de 15 personnes seulement. Le décret qui le fonde définit ainsi son programme : produire des études sur les salaires, la durée du temps de travail, le chômage, l'hygiène, les accidents, les mortalités, la prévoyance, la répartition des entreprises (par branches, par tailles, selon le type de direction et de détention du capital), les grèves et conflits, l'arbitrage, la concurrence (notamment celle des asiles, ouvriers et prisons) et l'apprentissage.

Chap 2 : Contexte international

Au début des **années 1890**, les rencontres internationales autour de l'objet « travail » se multiplient (congrès de statistiques, congrès ouvriers...). A Genève, en **1876**, a lieu un premier congrès autour du temps de travail et de l'hygiène. A l'Exposition universelle de **1889**, une section d'Economie sociale est ouverte, marquée par un contenu libéral et l'apologie du patronage. 3 exemples sont cités comme précurseurs de l'Office à l'étranger :

- En 1869, aux Etats-Unis, est créé le *Massachusetts Bureau of Statistics of Labour*
- En 1886 est créé le *Labour Statistical Bureau* en Angleterre.
- En 1887 est créé le Secrétariat du Travail suisse

Chap 5 : « Un observatoire du social » : les enquêtes de l'Office du Travail

- Lespinet-Moret situe les enquêtes de l'Office dans la lignée des **enquêtes sociales du premier XIXe siècle**.

A ce moment, en dehors des enquêtes administratives, l'**initiative privée** domine. Les enquêtes émanent surtout de **médecins** (**Parent-Duchâtelet**, **Villermé**), d'**économistes** (**Adolphe Blanqui**, **Michel Chevalier**), de publicistes (**Eugène Buret**, **Théodore Fix**). La plupart se rattachent à des courants **chrétiens**, **agrariens** et **philanthropiques** comme **de Morogues**, **de**

Gérando, Moreau-Christophe ou Villeneuve-Bargemont. D'autres, moins nombreux, se réclament du socialisme, comme Ange Ghépin, Bonamy et Perreymond. Francis DEMIER note que leur démarche reste **peu scientifique** (« leur objectif est moins la découverte concrète du nouveau prolétariat ouvrier que la recherche d'arguments irréfutables en faveur de la condamnation de la société libérale »). Selon Michelle PERROT, la démarche qui consiste à observer la société par le biais d'enquêtes obéit souvent à une « **dualité descriptive et prescriptive** ».

A noter : le rôle de l'**Académie des sciences morales et politique** (à laquelle appartiennent Villeneuve-Bargemont, Moreau-Christophe, Villermé et Blanqui), qui fait le lien entre la sphère privée et l'Etat. Francis DEMIER la qualifie de « *laboratoire d'idées et un des postes d'observations privilégiés dans lesquels le pouvoir des notables entendait rechercher une assise sociale étroitement délimitée par le système censitaire* ».

➔ Durant cette période, glissement sémantique entre paupérisme et question ouvrière.

Exemples d'enquêtes du premier XIX^e siècle

1832 : *De la misère des ouvrier et de la marche à suivre pour y remédier*, de de Morogues -> le terme d'« **ouvrier** » figure pour la première fois dans un titre d'enquête.

1837 : le ministre des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce, Martin, confie à Louis René Villermé une enquête sur le travail des enfants dans les fabriques. L'enquête est publiée en 1840 : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*. Elle se démarque des travaux de ses prédécesseurs par l'étendue des observations : l'auteur veut visiter tous les types d'établissements, dans tous les secteurs du textile, multipliant et conjuguant questionnaires et visites. Selon Antoine SAVOYE, le Tableau de Villermé « *constitue l'archétype de l'ouvrage sociologique de la première moitié du XIXe siècle* ».

1840 : *De la Misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, d'Eugène Buret. Moins descriptif, moins concret. Traite de « paupérisme », de « prolétariat » et de « classes laborieuses » -> place à part au sein des enquêtes du premier XIXe siècle, car il propose des réformes radicales.

Exemples de récits et mémoires d'ouvriers

1836 : *Mémoires d'un ouvrier rouennais*, de Charles Noiret

1855 : *Mémoires d'un compagnon*, d'Agricol Perdiguier

➔ Participent à la révélation de la condition ouvrière et à la construction de la sociologie empirique sans répondre à tous les critères méthodologiques de l'enquête (caractère très individuel du récit).

La réalisation matérielle des enquêtes

Sur l'ensemble du corpus (44 enquêtes entre 1892 et 1914), 28 enquêtes (soit plus de la moitié) sont menées à partir d'un **questionnaire**, 22 à partir de **recherches bibliographiques** ou de seconde main (soit la moitié) et 18 à partir de **visites**. Quelques enquêtes mêlent les 3 genres, la plupart combinent bibliographie et questionnaire ou bibliographie et visite. L'enquête « de visu » et « *in situ* » est une sorte d'idéal coûteux.

Contact entre enquêteurs et enquêtés : le choix des enquêteurs ou des délégués se porte sur une personne « notoirement appréciée » dans la région où elle doit opérer. L'enquêteur doit **inspirer confiance** à la personne visitée. Tous les préambules d'enquête insistent sur caractère confidentiel et impersonnel.

Recueillir les témoignages : une des premières tâches de l'enquêteur consiste à collecter les adresses des futur enquêtés (essentiellement pour les salariés à domicile). C'est parfois difficile : pour l'enquête sur la lingerie lancée en **1905**, la défection des syndicats d'ouvrières et d'organisations patronales conduit les délégués de l'Office à explorer les registres du magasin central de l'Assistance publique et des associations de bienfaisance. Mais les adresses obtenues ainsi donnent des ouvrières « trop typées » (càd trop démunies). Les enquêteurs finissent par demander à leur concierge, à leur blanchisseuse, à leur fournisseur, à leurs amis... Dans la plupart des cas, les coordonnées des enquêtés sont collectées grâce aux **Bourses du Travail**, aux **Chambres professionnelles**, aux **associations**, aux **syndicats**, aux **recensements** ou grâce aux **carnets de commande et de vente**. Le plus souvent, l'enquête annoncée dans un grand nombre de journaux. Il y a parfois des difficultés initiales dans la prise de contact : les entrepreneuses qui travaillent à domicile avec très peu de personnel craignent des indiscretions par rapport aux salariés. Mais dans l'ensemble, le contact s'établit assez bien.

L'enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie a eu recours à des femmes, sans doute pour faciliter le contact enquêteur – enquêtée. Mais dans l'ensemble, les femmes sont chargées de mission très ponctuellement et pour un nombre restreint d'enquêtes. **Caroline Milhaud** est une exception : cette féministe et socialiste, qui a publié en 1907 *L'ouvrière en France, sa condition présente, les réformes nécessaires*, est la seule femme de l'Office à avoir un poste à qualifications intellectuelles, celui d'enquêteur temporaire.

Exemples d'enquêtes de l'Office

- Enquête sur les salaires et durée du travail dans l'industrie française (entre 1893 et 1897).
- Enquête sur les associations ouvrières de production : 6 enquêteurs visitent 200 sociétés sur l'ensemble du territoire.
- Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie (entre 1905 et 1911) : 20 enquêteurs visitent 2 300 personnes.

- Enquête sur le travail à domicile dans le domaine de la fleur artificielle (entre 1908 et 1910) essentiellement à Paris, complété en 1911 à Lyon par **Caroline Milhaud** et Sylvain Pitt : 416 personnes interrogées.
- ➔ Le **salaire** est catégorie d'enquête la plus récurrente : 30 enquêtes.
- ➔ Autres champ de recherche importants : 10 enquêtes sur le **risque industriel**, 12 sur l'**hygiène industrielle** (dans certains cas les deux notions sont indissociées).
- ➔ A noter : la **faible représentation** des **mouvements sociaux** dans le corpus : les grèves et les conflits sont étudiés à 6 reprises seulement.
- ➔ Dans la mission fixée initialement à l'Office, les différentes catégories de travailleurs figuraient à part égale « travailleurs hommes, femmes et enfants. » Dans les faits, travailleur représenté est très majoritairement un **homme, ouvrier de l'industrie et français de souche** (cette catégorie de travailleur est soit représentée spécifiquement, soit comme un générique pour toutes les catégories). 38 enquêtes ciblent les ouvriers.
- ➔ On note une légère préférence pour **Paris et la région parisienne** (l'Office est situé à Paris, il est donc plus coûteux d'envoyer des enquêteurs en province).

Exemple détaillé : l'enquête sur le chômage (1896)

Le chômage apparaît dans 10 enquêtes. 3 lui sont exclusivement consacré : celle menée en **1896** par **Lucien March** et **Arthur Fontaine**, et 2 études ponctuelles sur le chômage dans le secteur de la mégisserie et de la tannerie (**1908**) et sur chômage des ouvriers brodeurs (**1909**).

L'enquête de l'Office de 1896 sur le chômage a servi de matériau de base pour mettre à jour la notion de chômage dans l'étude de **Christian TOPALOV**, « **Naissance du chômeur 1880 – 1910** », parue dans *Politix* en 1995.

Elle paraît sous le titre *Documents sur la question du chômage* et analyse les différentes causes de chômage, les rythmes et les formes de chômage. Surtout, elle met à jour les termes générique de « chômage » et de « chômeur » et laisse tomber le qualificatif « **d'involontaire** », ce qui rompt avec les sous-entendus moraux sur l'incapacité et la paresse et les discours moralisateurs sur la question. Christian Topalov parle de « **coup de force lexical** ». Cette enquête participe donc à l'émergence dans les années 1890 de la notion de chômage dans son sens moderne et et dégagé de morale : **cessation involontaire et non prévisible de la production et donc du travail en raison de concurrence intérieure et extérieure**.

Dans les deux dernières études de l'Office, en 1908 et 1909, le chômage continue d'être envisagé dans sa définition moderne : les métiers de la mégisserie et de la tannerie évoquent la concurrence étrangère, la mécanisation et certaines pratiques malhonnêtes de vente de peaux qui faussent les cours du produit fabriqué pour expliquer le chômage qui sévit dans les années 1908-1909, indiquant là encore qu'il s'agit d'un arrêt (ou de ralentissement) involontaire été imprévisible de la production et du travail.

Mais dans les enquêtes sur travail à domicile (lingerie, fleur artificielle ou chaussure), le terme chômage est encore synonyme de « **morte saison** ». Dans ce cas, c'est la **conception traditionnelle du chômage qui prévaut**, s'apparentant aux rythmes saisonniers et prévisibles.

- ➔ Selon Lespinet-Moret, la moindre représentation du chômage dans les enquêtes de l'Office par rapport à d'autres catégories tend à corroborer l'idée selon laquelle cette **notion émerge au tournant du siècle** (cf travaux de **Christian TOPALOV** et **Arthur SERVAIS**).
- ➔ Elle souligne à quel point des **outils lexicaux nouveaux** sont mis à jour lors des travaux de l'Office. Elle y voit un moment capital dans l'histoire des **classification liées au travail**.

Prévoyance et placement

Sous le terme de « prévoyance » sont regroupées toutes les questions de mutuelle, de caisses de retraite, d'assurances, d'allocations.

La question du placement omniprésente : il occupe 5 enquêtes à lui seul et constitue une donnée secondaire dans 18 enquêtes. Selon Lespinet-Moret, cette insistance est liée à l'analyse qui est faite du chômage -> celui-ci appellerait des réponses en amont, à l'embauche.

Le placement soulève également le débat sur le **rôle à jouer des pouvoirs publics** (municipaux notamment) par rapport au marché du travail -> question de la gratuité du placement.

Chap 6 : Les productions de l'Office : Statistiques et *Bulletin*

« Informer pour réformer ». Les Bulletins et les différents travaux statistiques ont un rôle complémentaire.

- ➔ But : accroître l'audience de l'Office et sortir de l'anonymat administratif.

1893 : 1^{ère} publication des statistiques de grèves et de recours à la conciliation et à l'arbitrage (en liaison directe avec la loi sur la conciliation et l'arbitrage de 1892 -> prise de conscience de l'importance croissante de la grève). Dans l'introduction, on note un souci d'expliquer, voire de légitimer la grève. **Lucien March** joue un rôle pionnier dans l'élaboration des statistiques.

Ces statistiques de grèves (et de recours à la conciliation et à l'arbitrage) continuent de paraître jusqu'en **1913**.

Le *Bulletin* mensuel de l'office, qui commence à paraître en **1894**, est outil d'information, de **vulgarisation** et de dialogue. Il est mis en vente à bon marché (20 centimes) en librairie, dans les bureaux de Poste, à l'imprimerie nationale ou en vente par correspondance. L'abonnement annuel de 2,50 francs est censé pouvoir le mettre « à portée des bourses les plus modestes ».

Par ce biais, l'Office veut toucher les ouvriers syndiqués ou fréquentant les Bourses du Travail, mais surtout les ouvriers non-syndiqués, isolés, urbains ou ruraux.

- ➔ Idée sous-jacente : intégrer les ouvriers dans le pacte républicain par le biais de la connaissance et de la prise de conscience, et établir un lien avec eux (sans pour autant chercher à se substituer aux organisations ouvrières).

Notice biographique : Arthur Fontaine

Arthur Fontaine est le 3^{ème} directeur de l'Office. Il succède à **Jules Lax (1891 – 1893)** et **Camille Moron (1893 – 1899)**. Les deux premiers directeurs ne se sont pas intéressés à une coordination avec le monde politique ; leur service a été avant tout technique. Polytechnicien diplômé de l'Ecole des Mines, Arthur Fontaine était sous-directeur et chargé de l'organisation des enquêtes depuis **1893**. Il a créé le Bulletin de l'OIT en **1894**. Dès 1896, il se prononce pour une **troisième voie** entre « la libre concurrence » et « l'organisation socialiste de la production », pour une **action « régulatrice » de l'Etat**. En **1899**, en même temps qu'il prend son poste comme directeur de l'OIT, il est également nommé directeur de la Direction du Travail, tout juste créée par le nouveau Ministre du Travail **Alexandre Millerand**. Lespinet-Moret qualifie Fontaine « **d'ambassadeur du travail** ». En **1894**, il participe au **Congrès international à Milan sur les accidents du travail**. Il est impliqué dans la signature en **1904** d'un **accord garantissant la protection des travailleurs italiens en France**, qui est selon Lespinet-Moret le « **premier traité international du travail** ». Entre 1891 et 1914, il est très engagé dans les lieux de débat et de prise de parole. A partir de **1919**, Arthur Fontaine collaborera avec le socialiste **Albert Thomas** à la tête du Bureau International du Travail (BIT), le secrétariat permanent de l'Office international du Travail fondé à Genève après la Première guerre mondiale. Après la guerre, il est considéré par ses contemporains comme l'un des « sages de la question sociale » (sollicité pour des arbitrages ou des patronages).

Lespinet-Moret souligne également l'importance du rôle d'**Isidore Finance** au sein de l'Office. Ce peintre en bâtiment, devenu syndicaliste puis fonctionnaire, est la cheville ouvrière de l'Office du Travail de **1891 à 1906**, puis sous-directeur de la Direction du Travail jusqu'en **1914**.

Fiches notions

- **Solidarisme**

Doctrine politique dont le principal théoricien est le politicien radical français **Léon Bourgeois** (1851-1925). Bien qu'il ait son origine historique chez le socialiste français **Pierre Leroux** (1797-1871), le solidarisme se rattache aux courants de pensée du XIX^e siècle **en marge du socialisme**. Leroux voulait « remplacer la charité du christianisme par la solidarité humaine », son influence fut très grande vers 1840. À la fin du XIX^e siècle, le solidarisme rencontre l'adhésion de ceux des radicaux qui jugent néfaste ou dépassé l'individualisme libéral, mais rejettent les socialismes inspirés du marxisme. Pour les années 1900, le solidarisme est « en

passé de devenir pour la III^e République une sorte de philosophie officielle », selon Célestin BOUGLE, auteur d'un ouvrage sur le solidarisme en 1907. Ce courant représente l'une des nombreuses variantes de la « **troisième voie** » -> programme de **réformisme social**.

- **Positivisme**

Courant philosophique fondé au XIX^e siècle par **Auguste Comte** (1798 – 1857). A la faveur de la révolution de 1848, Comte veut développer les qualités « morales et intellectuelles » des travailleurs afin de favoriser l'**avènement du régime scientifique**. Il crée dans ce but l'Association Libre pour l'Instruction Positive du Peuple dans l'Occident Européen (1848). Au moment de la Création de l'Office, les positivistes sont très influents dans l'appareil d'Etat et dans la vie culturelle. Le **positivisme ouvrier** se développe par le biais de **cours du soir** (destinés à des ouvriers qualifiés, bien rémunérés et sédentarisés), destinés à favoriser l'intégration à la République par la culture. Le **Cercle des Prolétaires Positivistes** est fondé dans les années **1860** autour de **Fabien Magnin** (ouvrier menuisier disciple de Comte). Un grand nombre des collaborateurs de l'Office se rattachent à ce courant, comme **Isidore Finance**. Sur certains points, il existe des points de friction entre eux, les « le playsiens » et les socialistes : ces derniers sont très favorables aux associations ouvrières de production (considérées comme la seule alternative possible au capitalisme), alors que les positivistes y sont hostiles. Les positivistes sont également très hostiles au travail féminin (partisans de la femme comme gardienne du foyer et de la morale familiale).

- **Courant le playsien**

Ce courant tire son nom de **Frédéric Le Play** (1806 – 1882), ingénieur, homme politique et réformateur social français.

En 1848, **François Arago** lui demande d'élaborer une politique sociale réformatrice qui éviterait le hiatus entre les ouvriers et le gouvernement. Il est l'auteur de **monographies de familles ouvrières** publiées dans *Les ouvriers européens* (1855). Son objectif est de réformer la société à partir des sciences sociales. Il met en place une nouvelle catégorie d'enquête : les **budgets**, qui permettent de connaître la production et la consommation détaillée de l'unité familiale, mais aussi son autonomie, sa capacité d'épargne, la fiscalité. En **1856**, il devient secrétaire général de la **Société d'économie sociale** (SES), créée par le **Vicomte de Melun**, qui relance l'idée d'une réforme de la société par la science (idée également liée au catholicisme social). La SES émet une revue, *Les ouvriers des deux mondes*. Frédéric le Play est directeur de la publication et y expose sa méthode monographique, qui consiste à « constater par l'observation directe des faits ». » Il part du principe qu'une société peut se livrer à partir d'une **unité micro-sociale** bien choisie. Les liens de l'Office du Travail avec la mouvance le playsienne sont forts : **Arthur Fontaine** et un autre enquêteur de l'Office, **Pierre du Maroussem**, font partie des groupes d'études pratiques créés par la SES. En **1867**, **Napoléon III** nomme **Frédéric Le Play** sénateur.

- **Economie sociale**

L'économie sociale est à la fois une théorie et une pratique qui connaît des mutations importantes au cours du XIXe siècle. Partie de l'étude du paupérisme, voire du socialisme, elle s'achemine durablement vers le **patronage**, sous l'impulsion de **Frédéric Le Play**. Elle aboutit à la défense d'une voie intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, celle du tiers secteur recouvrant la coopération, le mutualisme et l'associatif. Entre-temps, en 1890, puis en 1900, son contenu s'est trouvé débattu et fixé. Lors des conférences organisées par la Société chrétienne suisse d'économie sociale, 4 courants qui se placent sous son égide s'affrontent :

- Les le playsiens représentés par Claude Jannet
- Les collectivistes représentés par Gaston Stiegler
- Les solidaristes représentés par Charles Gide
- Les libéraux représentés par Frédéric Passy

Lors de l'Exposition universelle de 1900, la nomenclature des objectifs de l'économie sociale est entreprise par **Charles Gide**, selon 4 grands groupes :

- Augmentation des salaires
- Augmentation du confort ou du bien être
- Sécurité du lendemain
- Indépendance

L'économie sociale s'intéresse de près aux modes de production, aux producteurs, donc aux ouvriers. Ses enquêteurs proposent le mode cognitif de l'enquête pour partir à la découverte du monde du travail. A partir de **1900**, l'économie sociale accepte davantage l'idée de **l'intervention des pouvoirs publics** (ce qui était moins le cas lors de l'Exposition universelle de **1889**). Elle coïncide en partie avec les préoccupations de l'Office et ses champs d'étude.